



**PRÉFET  
DES LANDES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6, allées marines  
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 18 décembre 2024

Références : DREAL/UBD40-64/2025D\_510  
Code AIOT : 0005205738

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **Société CMGO**

lieux-dits « Champ de Bordcarrère », « Cameloung »,  
« Bordcarrère », « Saligas de Poundenx », « Mellet », Gabarret »,  
« Le Tremblant », « Laroque », « Castets » et « Gaillat »  
Communes de Cazères-sur-l'Adour, Duhort-Bachen et Renung  
40270 Cazères-sur-l'Adour

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement CMGO implanté aux lieux-dits « Champ de Bordcarrère », « Cameloung », « Bordcarrère », « Saligas de Poundenx », « Mellet », Gabarret », « Le Tremblant », « Laroque », « Castets » et « Gaillat » sur le territoire des communes de Cazères-sur-l'Adour, Duhort-Bachen et Renung 40270 Cazères-sur-l'Adour. L'inspection a été annoncée le 27/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société CMGO
- Renung - Cazères rive gauche & Duhort-Bachen 40270 Cazères-sur-l'Adour
- Code AIOT : 0005205738
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GAÏA a été autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral DCPAT n° 2019-552 du 20/08/2019 modifié, une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire des communes de Cazères-sur-l'Adour, Duhort-Bachen et Renung.

L'autorisation est accordée pour une durée de 20 ans.

Par arrêté complémentaire du 11/03/2021, le transfert de l'autorisation a été acté au profit de la société CMGO.

Par arrêté complémentaire du 16/02/2022 a été acté la réduction du périmètre de l'autorisation suite au dépôt au mois d'octobre 2021 d'un dossier de demande de cessation d'activité partielle ainsi que la modification des conditions de remise en état du site. Un procès-verbal de récolement a été établi le 13/01/2022 à cet effet.

La production maximale autorisée de la carrière est de 490 000 tonnes/an. Les produits extraits sont transférés vers le site voisin de « Jouanlane », situé à 1,5 km au nord, qui dispose d'une installation de traitement des matériaux. Cette activité d'extraction est associée à l'exploitation d'une station de transit de produits minéraux d'une surface de 9 000 m<sup>2</sup>.

Les thèmes de la visite sont :

- vérification de la conformité de l'installation aux conditions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/08/2019 ;
- accès et sécurité ;
- conditions et méthodes d'exploitation ;
- autosurveillance qualité de l'eau et contrôle des niveaux sonores ;
- suivi de la remise en état.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Bornage	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.1.2.2	Demande de justificatifs	1 mois
12	Suivi de la remise en état	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
13	Floculant	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.3.3	Demande de justificatifs	1 mois
16	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 5.4.1	Demande d'action corrective	3 mois
17	Suivi piézométrique	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 5.4.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 1.2.1	Sans objet
2	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 1.5.3	Sans objet
3	Récolement	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 1.8.2	Sans objet
4	Information du public	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.1.2.1 (partiel)	Sans objet
6	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.1.4.2	Sans objet
7	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.1.4.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Phasage prévisionnel	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.1.4.6	Sans objet
9	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.1.6.2	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.1.6.3	Sans objet
11	Réalisation de 2 plans d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.2.3	Sans objet
14	Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.4.1	Sans objet
15	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 3.1.3	Sans objet
18	Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence	Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 6.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté lors de la visite du 04/09/2024 les non-conformités suivantes :

- absence du plan de bornage de l'exploitation ;
- absence du bilan annuel relatif aux opérations de remise en état ;
- l'exploitant ne peut pas justifier que le produit utilisé pour la floculation des fines est biodégradable à plus de 99,5 %, et qu'il a un taux d'acrylamide inférieur à 0,5 g/L ;
- au vu du rapport de contrôle relatif aux prélèvements et aux analyses réalisé en avril 2024 :
  - 8 piézomètres sur 11 ne disposent pas de cadenas ;
  - l'accessibilité aux puits dénommés P8, P9 et P12 n'est pas garantie ;
- absence du registre de relevé des piézomètres sur lequel doit être reporté à minima, la date du relevé, l'ouvrage et la hauteur de la nappe en m NGF ;
- absence de télétransmission des résultats d'analyses via le site GIDAF.

Les autres constats n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Installations autorisées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> 2510-1 : Exploitation de carrière – Production maximale annuelle : 490 000 tonnes 2517-3 : Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques – 9 000 m <sup>2</sup>
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare exploiter ses installations conformément à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, sans observation particulière de l'inspection au vu de la visite effectuée le 12/09/2024.

En 2023, la production déclarée dans GEREPE a été de 323 000 tonnes pour un maximum annuel autorisé de 490 000 tonnes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Renouvellement des garanties financières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 1.5.3

**Thème(s) :** Situation administrative, Constitution des garanties financières

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant dispose de garanties financières valides jusqu'au 20/08/2029.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Récolement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 1.8.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit procéder, dans un délai d'un an après le début d'exploitation, au récolement du présent arrêté préfectoral réglementant ses installations. Ce récolement doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes.

Ce récolement, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, doit être accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, et transmis à l'inspecteur de l'environnement.

Des arrêtés préfectoraux complémentaires, pris après avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, peuvent être proposés afin de fixer des prescriptions additionnelles rendues nécessaires pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

**Constats :**

L'exploitant a procédé au récolement de l'arrêté préfectoral réglementant ses installations et l'a transmis à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Information du public

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.1.2.1 (partiel)

**Thème(s) :** Situation administrative, Panneau d'identification

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. [...]

**Constats :**

Un panneau indiquant en caractères apparents l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux ainsi que l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté est bien présent à l'entrée de la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements préliminaires
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"><li>– des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;</li><li>– des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones de remise en état ;</li><li>– des repères de positionnement des limites de l'extraction.</li></ul> Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert 93.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection le plan de bornage de l'exploitation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant la transmission du plan de bornage de l'exploitation. La position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert 93.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Épaisseur d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'épaisseur maximale de l'extraction autorisée est de 11 m. Elle est composée comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>• découverte d'une épaisseur comprise entre 0,8 et 1,1 m, comprenant les terres végétales et les stériles de découverte ;</li><li>• couche de graviers et de galets de 5,5 m d'épaisseur environ.</li></ul> La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à 52 m NGF, correspondant à l'atteinte du substratum molassique.
<b>Constats :</b> Vu le plan d'exploitation daté du 15/11/2023, l'inspection constate que la cote minimale d'extraction actuelle est supérieure à 52 m NGF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Méthode d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.1.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert en fouille partiellement noyée de sables et graviers, avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement. Les matériaux extraits lors du décapage sont directement réutilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment, ou stockés provisoirement sous forme de merlons de protection, conformément aux dispositions de l'article 2.2.1. L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide d'une pelle hydraulique ou d'une dragline. L'usage d'explosifs est interdit sur l'ensemble du site.

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état est interdit. Les mesures tendant au maintien de l'hydraulique et des caractéristiques écologiques du milieu sont les suivantes :

- les berges des plans d'eau seront talutées dans les graves en place, hormis pour les 2 plans d'eau visés à l'article 2.2.3, avec une pente 1H/1V ;
- sans préjudice des dispositions de l'article 2.1.4.2, le fond des plans d'eau situés le long de l'Adour doit être calé au-dessus du fond du lit de l'Adour.

Les extractions sont interdites dans l'espace de mobilité de l'Adour, l'espace de mobilité étant défini comme l'espace du lit majeur à l'intérieur duquel le lit mineur peut se déplacer. Elles doivent en outre respecter les distances figurant au sein de l'article 1.2.4.2.

**Constats :**

L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide d'une pelle hydraulique. Les terres végétales sont stockées sous forme de merlons périphériques.

L'inspection n'a pas constaté l'usage d'explosifs ni de pompage dans la nappe phréatique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Phasage prévisionnel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.1.4.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation de la superficie autorisée doit être conduite en 4 phases comme décrites dans le dossier du pétitionnaire.

Phase	Surface à exploiter (en m <sup>2</sup> )	Volume à exploiter (en m <sup>3</sup> )	Tonnage à exploiter (en t)	Volume de découverte à décapier (en m <sup>3</sup> )	Durée de la phase (exploitation du gisement) en années
1	179 639	960 781	1 921 562	179 740	5
2	189 382	984 054	1 968 108	175 781	5
3	191 000	993 200	1 986 400	221 656	5
4	48 020	203 446	402 893	55 727	1,1
TOTAL	608 041	3 141 481	6 278 963	632 904	16,1

**Constats :**

L'exploitant déclare que l'exploitation des terrains concernés par la phase 1 devrait se terminer au plus tard en début d'année 2025 conformément au plan de phasage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Plan d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.1.6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'article 1.2.4.2 ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 m ;
- les bornes visées à l'article 2.1.2.2 ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les relevés bathymétriques ;
- les zones en cours d'exploitation ;

- les zones déjà exploitées non remises en état ;
- les zones remises en état ;
- les voies de circulation ;
- les installations de toute nature (bascule, locaux, installations de traitement...) ;
- les pistes et voies de circulation ;
- les zones de transit des produits finis, des stériles, des terres de découverte ;
- les zones de remblayage ;
- la position des éléments de surface visés à l'article 1.2.4.2, et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente, etc.). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et de terre végétale présents sur le site.

À la fin de chaque phase, ce plan est adressé à l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection le plan d'exploitation ainsi que le plan de suivi des surfaces tous les deux datés du 15/11/2023. L'ensemble des mentions réglementaires y sont reportées.

Ces deux plans permettent ensemble de visualiser et connaître les différents états d'avancement de l'exploitation :

- surface d'extraction en cours : 55 927 m<sup>2</sup>
- surface non réaménagée : 191 489 m<sup>2</sup>
- zones remises en état : 0 m<sup>2</sup>
- zones restant à exploiter : 426 107 m<sup>2</sup>
- volume de merlons : 14 219 m<sup>3</sup>

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 10 : Plan de gestion des déchets d'extraction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.1.6.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'exploitation

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.



<b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets d'extraction a été révisé au mois d'août 2024 et comprend l'ensemble des mentions réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 11 : Réalisation de 2 plans d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Compensation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures de compensation des impacts figurent au sein de l'étude préalable à laquelle le préfet des Landes a émis un avis favorable. Elles prévoient en particulier la réalisation de 2 plans d'eau de 4 et 6 ha, étanchéifiés de manière à les isoler de la nappe sous-jacente. L'étanchéification est réalisée à l'aide des fines issues de l'installation de traitement, sur une épaisseur de 1 m minimum au niveau des flancs pour Larroque Nord, et environ 10 m pour Larroque sud. Un protocole de vérification de l'étanchéité des flancs et du fond de chaque plan d'eau doit être établi et mis en œuvre en liaison avec la chambre d'agriculture, les services de police de l'eau et l'inspection des installations classées. Un bilan annuel des opérations réalisées sera réalisé et transmis aux services concernés.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que le premier bassin de 6 ha est actuellement au 3/4 réalisé. L'étanchéification de ce dernier a pris du retard du fait d'un apport de fines moins rapide que prévu, dû à une production moins élevée. Le protocole de vérification de l'étanchéité des flancs et du fond de chaque plan d'eau est actuellement en cours de réalisation par un bureau d'études. Un point d'avancement est réalisé annuellement lors de la CLIS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 12 : Suivi de la remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b> Un bilan annuel relatif aux opérations de remise en état devra être réalisé par un écologue indépendant, choisi par l'exploitant après accord de l'inspection des installations classées. Ce bilan devra identifier les opérations réalisées au cours de l'année, l'état d'avancement par rapport à l'objectif de remise en état, ainsi que la conformité par rapport aux documents établis dans le cadre du SAGE « Adour amont ».
<b>Constats :</b> Aucun bilan annuel relatif aux opérations de remise en état n'est disponible le jour de la visite.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant de réaliser un bilan annuel relatif aux opérations de remise en état conformément aux prescriptions de l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 13 : Floculant**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.3.3
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il ne peut avoir lieu que sur les parcelles prévues dans le dossier de demande d'exploiter déposé par le pétitionnaire. Le remblayage de la carrière est réalisé uniquement avec les déchets d'extraction de la carrière et les fines issues de l'installation de traitement, sans apport de matériaux inertes extérieurs. Les produits utilisés pour la floculation des fines doivent être biodégradables à plus de 99,5 %, et avoir un taux d'acrylamide inférieur à 0,5 g/L. À l'issue du remblaiement, la cote des terrains ne doit pas être supérieure à celle des terrains d'origine.
<b>Constats :</b> Lors de la visite terrain du 12/09/2024, il n'a pas été constaté la présence de matériaux inertes extérieurs. L'exploitant déclare opérer aux opérations de remblayage conformément aux prescriptions décrites à l'article 2.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé. Le certificat de conformité du produit utilisé pour la floculation des fines (FLOPAM AN 934 SH) a été transmise à l'inspection qui indique un taux d'acrylamide résiduel inférieur à 0,1 %. La fiche de donnée de sécurité du floculant transmise par l'exploitant ne permet pas de garantir le caractère biodégradable à plus de 99,5 % ni un taux d'acrylamide inférieur à 0,5 g/L. À l'inverse, la fiche de donnée de sécurité du floculant utilisé par l'exploitant indique que le produit est difficilement biodégradable.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant de justifier que le produit utilisé pour la floculation des fines est biodégradable à plus de 99,5 %, et qu'il a un taux d'acrylamide inférieur à 0,5 g/L.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 14 : Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées. Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.
<b>Constats :</b> L'inspection constate via la consultation de GERE une production annuelle de matériaux égale à 323 000 tonnes en 2023, respectant la production maximale autorisée de 490 000 tonnes prescrites à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurisation du site

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation, notamment l'accès au front en cours d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>La clôture sera de type fusible, constituée de 3 fils posés sur des piquets en bois espacés de 3 m, afin de permettre un libre écoulement des eaux en cas de crue. En bordure de la RD352, une clôture grillagée pourra être mise en place, sous réserve d'être parallèle au sens d'écoulement des eaux.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les plans d'eaux présents sur le périmètre d'autorisation sont pourvus de panonceaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'accès à la carrière est interdit par une clôture constituée de 3 fils posés sur des piquets en bois excepté le long de la RD352 où une clôture grillagée a été mise en place.</p> <p>Le danger dû à la présence de la carrière et du risque de noyade est signalé par des pancartes notamment aux abords de l'entrée de la carrière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Piézomètres

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 5.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation d'un forage se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).</p> <p>Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p> <p>La réalisation de tout nouveau piézomètre ou la mise hors service d'un piézomètre est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p> <p>En application de l'article L.411-1 du code minier, l'exploitant déclare, à la DREAL Nouvelle-Aquitaine, chaque nouvel ouvrage de plus de 10 m, en vue de son inscription à la Banque du Sous-Sol auprès du BRGM.</p> <p>Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.</p> <p>Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite terrain du 12/09/2024, les piézomètres « Pz6 » et « Pz20 » ont été inspectés, choisis par échantillonnage. L'inspection a constaté que ces deux piézomètres étaient maintenus en bon état, accessibles, capuchonnés et cadenassés.</p> <p>Le dernier rapport de contrôle relatif aux prélèvements et aux analyses, réalisé en avril 2024, indique que 8 piézomètres sur 11 ne disposent pas de cadenas.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de garantir le maintien en bon état de chacun de ces piézomètres et de veiller à ce qu'ils soient tous capuchonnés et cadenassés, conformément aux prescriptions de l'article 5.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé. L'exploitant devra justifier de son action auprès de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

N° 17 : Suivi piézométrique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 5.4.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de hautes eaux et de basses eaux sur les piézomètres suivants : Pz4, Pz5, Pz6, Pz7, Pz8, Pz14, Pz15, Pz17, Pz18, Pz19, Pz20, P8, P9, P12, P13 et sur les paramètres suivants : pH, DCO, DBO5, conductivité et hydrocarbures totaux.

Les niveaux seront relevés mensuellement. Un bilan annuel de l'évolution de ces niveaux sera transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont reportés à minima, la date du relevé, l'ouvrage et la hauteur de la nappe en m NGF.

Les résultats d'analyses commentés doivent être transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur connaissance par l'exploitant, accompagné d'un bilan annuel des mesures de niveau piézométrique, via le site de télétransmission GIDAF. Toute anomalie est signalée sans délai à l'inspection des installations classées.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Lorsque les piézomètres sont localisés hors du site, sur des propriétés, publique ou privée, une convention relative aux conditions d'accès et de réalisation des prélèvements doit être signée avec chacun des propriétaires concernés. Chaque convention est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les modalités de surveillance telles que le nombre et l'emplacement des piézomètres, les paramètres à surveiller, la fréquence des prélèvements, etc. pourront être aménagées ou adaptées, au vu des résultats d'analyses prévus ci-dessus.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de contrôle relatifs aux prélèvements et aux analyses réalisés en mai 2023, octobre 2023 et avril 2024.

Les contrôles de la qualité des eaux souterraines ont été effectués sur les piézomètres Pz4, Pz5, Pz6, Pz7, Pz8, Pz14, Pz15, Pz17, Pz18, Pz19, Pz20 ainsi que sur le puits dénommé « P13 ».

Les puits P8, P9, P12 n'ont pas été contrôlés car non accessibles d'après l'organisme de prélèvement.

L'ensemble des paramètres prescrits sont analysés. Les résultats des analyses n'appellent pas d'observation de la part des installations classées.

La date du relevé, l'ouvrage et la hauteur de la nappe en m NGF sont reportés sur chaque rapport de contrôle mais le registre que doit tenir à jour l'exploitant n'a pas été transmis à l'inspection.

Les rapports de contrôle transmis indiquent que la majorité des piézomètres ne disposent pas de cadenas.

L'exploitant ne procède pas à la télétransmission des résultats d'analyses via le site GIDAF.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant :

- de garantir l'accessibilité aux puits dénommés P8, P9 et P12 afin que le laboratoire puisse y procéder aux deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de hautes eaux et de basses eaux ;
- la transmission du registre sur lequel doit être reporté à minima, la date du relevé, l'ouvrage et la hauteur de la nappe en m NGF ;
- de procéder à la télétransmission des résultats d'analyses via le site GIDAF.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 18 :** Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2019, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dans le mois suivant le démarrage de l'extraction et ensuite l'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Elle doit avoir lieu à proximité des points B1 à B5 matérialisés en annexe V du présent arrêté.</p> <p>Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>L'ensemble des résultats est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, les résultats sont transmis à l'inspection accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats du dernier contrôle des niveaux sonores réalisé en juillet 2021. L'inspection constate que les mesures ont bien été effectuées à proximité des points B1 à B5 matérialisés en annexe V de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé et que l'ensemble des résultats sont conformes à la réglementation en vigueur.</p> <p>Le prochain contrôle des niveaux sonores est programmé avant la fin de l'année 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite